



*D'autres couleurs pour l'école !*

Cergy, le 22 septembre 2008

Madame l'Inspectrice d'Académie, une « nouvelle organisation de la semaine scolaire » est actuellement imposée en votre nom dans les écoles du Val d'Oise écartant certaines modalités concrètes de mise en œuvre. Ainsi, dans de nombreux secteurs, les propositions d'écoles visant à organiser l'aide personnalisée sur la pause méridienne sont rejetées par vos représentants alors que les textes officiels l'autorisent.

Nous pouvons comprendre que le souci d'harmonisation entre les écoles et le besoin d'unité du service public, que nous défendons, puissent se traduire par des recommandations départementales. Toutefois l'uniformisation est inacceptable : nier l'existence de contraintes ou particularités locales est contraire à l'intérêt de tous (élèves, parents, enseignants, collectivités locales). Nous regrettons que localement les nécessaires échanges d'opinions risquent de se transformer, faute d'arguments étayés, en stériles querelles de chapelles.

Nous ne pouvons accepter que le travail de réflexion mené par de nombreux collègues soit rayé d'un simple trait de plume, sans explication, sans justification. Nous n'avons pas d'a priori, nous entendons les différents arguments avancés en faveur ou en défaveur de telle ou telle organisation qui rendent ce débat si complexe. Nous considérons aujourd'hui que toute démarche de contrainte va à l'encontre de l'intérêt des élèves, de leurs enseignants et des familles.

Lorsque des modifications lourdes de l'organisation des écoles (ayant des conséquences directes sur la vie professionnelle et personnelle de nos collègues) interviennent, le travail de réflexion et d'élaboration des équipes est primordial. Nous vous avons demandé de libérer 2 demi-journées sur le dernier trimestre de l'année dernière afin que la question de la réorganisation fasse l'objet d'un débat au sein des écoles et au sein des circonscriptions. Tel n'a pas été le cas.

Aujourd'hui le travail de réflexion et de conviction, est délaissé dans une trop grande partie du département au détriment d'une démarche faite d'injonctions (parfois contradictoires) ressentie comme particulièrement autoritaire et injuste par nombre de collègues. La situation des autres départements qui nous entourent n'est pas ignorée dans les salles des maîtres des écoles du Val d'Oise, renforçant ce sentiment d'incompréhension.

Cette situation nous amène à considérer qu'il est urgent d'aller dans le sens des textes officiels qui permettent une plus grande souplesse et accordent un rôle prépondérant aux conseils des maîtres dans l'élaboration de la mise en œuvre de ce dispositif.

La précipitation, le manque de concertation, les disparités en terme d'exigences institutionnelles à cette rentrée au sein de notre département ne permettent pas aux équipes d'assurer leurs missions dans des conditions satisfaisantes. Il est essentiel de redonner à cette rentrée sa dimension expérimentale. A ce titre les propositions de toutes les écoles doivent faire l'objet d'un examen attentif et objectif, tenant compte des réalités locales.

Professionnels et soucieux de l'intérêt des élèves, les enseignants sont à même d'apprécier les dispositions favorables à leurs élèves. Ils doivent bénéficier de toute la confiance nécessaire de leur institution pour mettre en œuvre ce dispositif dans des conditions acceptables par tous. Puisqu'il s'agit d'un fonctionnement expérimental, il convient d'effectuer un bilan en cours et en fin d'année, de le confronter à celui des autres fonctionnements possibles. Les enseignants accompagnés dans ce processus d'expérimentation sauront faire évoluer les modalités de mise en œuvre dans l'intérêt de leurs élèves.

Cette rentrée est en rupture profonde avec les précédentes et l'exaspération des enseignants est omniprésente. Ils ne croient pas en l'efficacité de mesures qui, dans la réalité, se traduisent par moins d'école pour tous les élèves, exposent dangereusement les élèves les plus fragiles, représentent une menace réelle sur le devenir des RASED et ne parviennent pas à cacher les conséquences de la terrible saignée budgétaire que subit l'Education nationale.

Autant de raisons qui nous conduisent à vous demander de renoncer à toute injonction et de privilégier une démarche d'explications et concertation qui contribuera, dans cette période de profond malaise, à affirmer solennellement aux enseignants la confiance que leur porte l'institution.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous prie d'accepter, Madame l'Inspectrice d'Académie, l'expression de notre attachement au service public d'éducation et à ses personnels.

Kamel Ould Bouali  
Secrétaire Départemental SNUipp FSU